

Vontobel Fund – Emerging Markets Debt

Document de marketing pour les investisseurs institutionnels en: AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE.

L'attention des investisseurs en France est attirée sur le fait que ce fonds présente, au regard des attentes de l'Autorité des marchés financiers, une communication disproportionnée sur la prise en compte des extra-financiers dans sa gestion.

Évolution du marché

Le mois de juin a été marqué par un phénomène classique de «vente sur l'actualité», après une période d'«achat sur la rumeur» en mai, même si l'appétit pour le risque demeure élevé. Après un fort rallye en mai (+4,4 % m/m), dans l'attente d'un accord entre les États-Unis et l'Iran, les actions mondiales (MSCI World) ont corrigé de 0,72 % en juin, après que les États-Unis et l'Iran ont signé un protocole d'accord susceptible de mener à un accord de paix ultérieurement. Il est important de noter que les flux pétroliers transitant par le détroit d'Ormuz ont commencé à se redresser rapidement au cours du mois de juin, avant même la signature de l'accord préliminaire, et sont estimés à environ 8,7 million de barils par jour (mbj) à la troisième semaine de juin. Ce niveau reste nettement inférieur aux près de 20 mbj qui circulaient avant la guerre, mais il est environ trois fois supérieur au volume quotidien moyen enregistré en mai. En juin, les prix du Brent ont reculé de 20 % pour atteindre les niveaux faibles de 70 dollars américains le baril. Les matières premières métalliques ont corrigé de 7,5 %, bien que le cuivre ait surperformé, ne reculant que de 3,02 %. Une grande partie de l'activité sur les titres obligataires a été déterminée par les taux de référence, relancés par deux scénarios opposés. D'une part, le choc inflationniste s'est jusqu'à présent révélé moins grave que prévu. Conjugué à une forte baisse des prix du pétrole, cela a freiné la pression à la hausse sur les rendements de référence: Les rendements des bons du Trésor américain à dix ans ont terminé le mois en hausse de 3 points de base, à 4,465 %, tandis que ceux des Bunds à 10 ans ont reculé de 8 points de base, à 2,86 %. Dans la zone euro, les prix à la consommation en Allemagne et en France ont reculé de 0,3 % et 0,2 % respectivement, selon les données préliminaires, ce qui a ramené l'inflation en glissement annuel (g.a.) à 2,3 % (contre 2,6 %) et à 1,8 % (contre 2,4 %) respectivement. Nous avons également observé des signes d'une inflation plus faible en Europe de l'Est et dans les marchés émergents (ME). En Pologne, l'inflation en glissement annuel a reculé de 3,1 % à 2,5 % en juin, tandis qu'au Mexique, l'inflation bihebdomadaire en glissement annuel est tombée à 3,6 % (contre 3,8 %) durant la première moitié du mois. En revanche, les marchés ont interprété la première réunion de Kevin Warsh en tant que nouveau président de la Fed comme un signal de resserrement monétaire et anticipent désormais une probabilité plus élevée de hausse des taux d'intérêt d'ici septembre ou octobre.

Les indices obligataires des marchés émergents ont surperformé

ce mois-ci, dépassant les actions mondiales et l'indice global obligataire international.

Les obligations souveraines des marchés émergents libellées en monnaie forte (EMBIG Div) ont progressé de 0,72 %, portées par le segment à haut rendement (HY), qui a gagné 0,97 %, tandis que le segment Investment Grade (IG) a progressé de 0,45 %. L'Amérique latine (+1,0 %) et l'Europe émergente (+0,95 %) ont surperformé les autres régions, tandis que le Moyen-Orient (-0,04 %) est resté à la traîne.

Trois pays sud-américains ont affiché la meilleure performance en juin. Bolivie (+4,75 %) a enregistré une forte reprise, après avoir sous-performé suite à l'émission de la nouvelle obligation 2031 début mai. Les manifestations dans le pays se sont finalement dissipées, et la banque centrale a dévalué le boliviano de près de 40 % après avoir maintenu un taux de change fixe (et de plus en plus surévalué) depuis 2011. Cette mesure est considérée comme un pas positif vers l'obtention d'un programme soutenu par le Fonds monétaire international (FMI) et la sortie de la crise de la balance des paiements à évolution lente dans laquelle le pays se trouvait depuis si longtemps. Mais le pays doit encore procéder à un ajustement budgétaire de grande ampleur, et le soutien politique en faveur de ces mesures nécessaires, bien que douloureuses, semble très faible. La Colombie (+3,54 %) a enregistré la deuxième meilleure performance parmi les souverains, suite à la victoire du candidat de droite Abelardo de la Espriella au second tour de l'élection présidentielle. Argentina (+3,65 %) a été le troisième pays le plus performant. Les écarts de rendement de ses obligations souveraines se sont resserrés après que S&P a relevé le rating du pays à B- (le deuxième rating B- en plus de celui non sollicité de Fitch), et que le gouvernement a obtenu un prêt de 2 milliards de dollars de la Banque mondiale, ainsi qu'un autre de 550 millions de dollars de la Banque interaméricaine de développement. Ces prêts multilatéraux, associés à un excédent commercial plus important (résultant de la hausse des prix du pétrole et de l'augmentation de la production pétrolière), permettent au pays de rembourser cette année ses euro-obligations arrivant à échéance sans avoir à se refinancer sur les marchés, ce qui apporte un soutien technique aux écarts de rendement obligataires.

Relèvements du rating de crédit souverain se sont poursuivis : Outre l'Argentine (dont la note a été relevée à B- par S&P), l'Ouzbékistan a vu sa note relevée à Ba2 par Moody's, ce qui reflète les améliorations durables apportées au cadre institutionnel et politique du pays.

Les performances des États liés au pétrole. Les pays fragiles importateurs de pétrole ont affiché de bonnes performances en juin après la baisse des prix du pétrole – Sri Lanka (+3,95 %), Pakistan (+2,70 %), Kenya (+2,15 %) – tandis que les pays exportateurs de pétrole ont enregistré des performances inférieures. Le Venezuela (-3,90 %) a enregistré la plus mauvaise performance du mois, après la publication d'un article du Financial Times indiquant que le montant total de la dette devant faire l'objet d'une restructuration serait probablement bien supérieur aux estimations initiales, ce qui devrait entraîner une baisse des valeurs de recouvrement. Les exportateurs de pétrole du groupe HY, Gabon (-1,81 %), Angola (-0,60 %), Nigeria (-0,55 %) et Cameroun (-0,83 %), figuraient parmi les pays les moins performants, bien qu'ils restent parmi les plus performants depuis le début de l'année et qu'ils se trouvent aujourd'hui dans une situation financière bien meilleure qu'avant la guerre.

Revue du portefeuille

Nous avons maintenu le risque de crédit moyen du fonds à BB+, conforme à la notation de référence. Nous avons transféré notre exposition de l'Afrique vers l'Amérique latine. Les Émirats arabes unis sont désormais exclus de l'indice de référence du fonds après la quatrième et dernière réduction de l'exposition, ayant dépassé pendant plusieurs années les critères de richesse de l'indice de référence. L'exclusion de ce pays a considérablement réduit la sous-pondération du fonds au Moyen-Orient au cours des derniers mois. Nous estimons que de nombreuses obligations aux Émirats arabes unis offrent encore une valorisation relativement attrayante compte tenu de la qualité de crédit élevée de leurs émetteurs ; c'est pourquoi nous avons conservé l'essentiel de notre exposition, bien que les Émirats arabes unis aient été exclus de l'indice de référence. Cependant, nous avons réduit une partie de notre exposition à l'émirat de Sharjah, ainsi qu'à certaines obligations quasi-souveraines relativement onéreuses à Abu Dhabi. En Afrique, nous avons réduit notre exposition aux obligations souveraines du Cameroun, du Kenya, du Maroc, de l'Afrique du Sud et de la Zambie. En Amérique latine, nous avons principalement accru notre exposition au Brésil, à l'Équateur et au Mexique. En Argentine, nous avons acheté des obligations à court terme émises en vertu du droit local, offrant un agio sur les écarts de rendement attrayant par rapport aux obligations émises en vertu du droit étranger. Par ailleurs, nous avons renforcé notre exposition aux obligations d'entreprises en Turquie. Nous avons accru notre exposition aux obligations quasi-souveraines en Indonésie sur le marché primaire. Dans l'ensemble, nous avons obtenu une légère amélioration de la qualité de crédit du portefeuille. Cette évolution a été favorisée par la réduction de la surpondération des obligations « high yield », ainsi que par la révision à la hausse du rating de crédit de l'Argentine, qui est passée de CCC à B.

Analyse de la performance

Le fonds a surperformé son indice de référence de 0,22% en juin (net, classe d'actions I). Le principal contributeur à la performance relative a été la surpondération de la Colombie, ainsi que notre préférence pour la société publique pétrolière et gazière Ecopetrol. La surpondération des obligations souveraines argentines et la sélection d'obligations d'entreprises mexicaines ont également contribué positivement. Le fonds a tiré profit du fait qu'il n'était pas exposé au Venezuela, où les prix des obligations ont baissé en raison d'une conjonction de facteurs défavorables. La baisse

des prix du pétrole, qui pèse sur les recettes d'exportation, le retard pris dans la publication de la composition de la dette du gouvernement, et les tremblements de terre. La surpondération de la République du Congo a eu un impact négatif, les écarts de rendement obligataires se sont creusés, reflétant la baisse des cours du pétrole, compte tenu de la forte sensibilité des exportations de ce pays. Pour des motifs similaires, les prix des obligations du Cameroun et du Gabon ont subi des pressions. Compte tenu de la faible sous-pondération et du choix d'obligations défensives, le portefeuille n'a pas pu tirer pleinement parti de la performance des obligations ukrainiennes.

Perspectives

Les États-Unis et l'Iran sont parvenus à un accord préliminaire, mais un accord de paix complet n'a pas encore été conclu, et les conditions dans lesquelles les matières premières et autres marchandises transiteront par le détroit d'Ormuz n'ont pas encore été définies. Toutefois, les flux commerciaux se sont redressés à un bon rythme, ayant pratiquement triplé au cours des trois premières semaines de juin. Nous estimons donc que de nouvelles perturbations commerciales sont possibles, ce qui entraînerait un risque de hausse des prix du pétrole et de l'inflation. À moins d'un retour improbable à une guerre généralisée, la réaction des marchés face à de tels événements à risque serait probablement plus modérée que celle, déjà relativement calme, observée ces derniers mois.

Jusqu'à présent, l'inflation s'est révélée bien moins forte qu'en 2022, malgré un choc pétrolier similaire. Une politique budgétaire moins expansionniste, une politique monétaire plus restrictive, des taux d'épargne inférieurs à l'échelle mondiale et des marchés du travail moins tendus ont peut-être tous contribué à ralentir la transmission des hausses de prix. De plus, les prix du pétrole ont diminué d'environ 40 % au cours des deux derniers mois, et des données d'inflation inférieures aux attentes en provenance d'Europe de l'Est et d'autres pays émergents suggèrent que ce cycle inflationniste est susceptible d'être beaucoup plus court que celui de 2022. Cela serait de bon augure pour les titres obligataires, en particulier via les taux en monnaie locale.

L'appétit pour le risque reste élevé, et nous pensons que cette tendance devrait se maintenir tout au long de l'été. Les écarts de rendement des obligations souveraines et d'entreprises des marchés émergents libellées en devises fortes sont désormais revenus aux niveaux enregistrés début février, avant le début de la guerre. Par conséquent, le potentiel de hausse lié aux écarts de rendement est désormais probablement plus limité dans l'ensemble, mais il existe encore de nombreuses opportunités de valeur relative, selon nous. Les fondamentaux semblent solides et ne se sont pas détériorés de manière significative sous l'effet du choc lié à la guerre. En effet, la tendance à la hausse des notations de crédit des États des marchés émergents s'est poursuivie au deuxième trimestre 2026. Bien qu'il y ait eu quelques déclassements liés à des préoccupations budgétaires (Mexique et Colombie), les relèvements les ont largement dominés : L'Argentine a vu leur rating relevée à B-, l'Afrique du Sud et l'Ouzbékistan ont obtenu leur troisième rating équivalente à BB, les Maldives ont évité le défaut de paiement et ont vu leur rating relevée à CCC-, le Nigeria et le Ghana ont vu leur rating relevée à B respectivement par S&P et Fitch, et les Bahamas ont obtenu leur troisième rating équivalente à BB-. Nous pensons donc que les écarts de rendement serrés sont appelés à perdurer.

Caractéristiques du fonds

Nom du fonds	Vontobel Fund – Emerging Markets Debt
ISIN	LU0926439729
Catégorie de parts	I USD
Indice de référence	J.P. Morgan EMBI Global Diversified Index
Date de lancement	15.5.2013

Performance historique (rendements nets, en %)

Période	Fonds	Indice de réf.	Période	Fonds	Indice de réf.
MTD	0.9%	0.7%	2025	14.9%	14.3%
YTD	4.6%	3.3%	2024	13.8%	6.5%
1 an	12.8%	11.8%	2023	14.3%	11.1%
3 ans p.a.	14.3%	10.3%	2022	-19.9%	-17.8%
5 ans p.a.	4.3%	2.6%	2021	1.0%	-1.8%
10 ans p.a.	5.1%	3.7%	2020	1.4%	5.3%
ITD p.a.	4.7%	3.8%	2019	14.8%	15.0%
			2018	-6.5%	-4.3%
			2017	17.0%	10.3%
			2016	12.7%	10.2%

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Risques d'investissement

- Les placements sur les marchés émergents encourent des risques de liquidité et opérationnels accrus, ces marchés étant souvent sous-développés et plus exposés aux risques politiques, juridiques, fiscaux et de contrôle des changes.
- Les obligations CoCo comportent des risques significatifs, notamment le risque d'annulation des versements de coupons, d'inversion de la structure du capital et de prolongation de leur échéance.
- Les produits dérivés s'accompagnent de risques d'évaluation et opérationnels et d'un effet de levier important, lequel amplifie les gains, mais aussi les pertes. Les produits dérivés de gré à gré encourent les risques de contrepartie correspondants.
- Les titres adossés à des actifs ou des créances hypothécaires (ABS/MBS) ainsi que leurs créances sous-jacentes sont souvent opaques. Le compartiment peut en outre être exposé à un risque de crédit et/ou de remboursement anticipé accru.
- Les titres en difficulté (distressed) comportent un risque de crédit et de liquidité importants ainsi qu'un risque juridique. Dans le pire des cas, ils peuvent entraîner la perte totale du capital investi.
- Les qualités de crédit faibles comportent un risque plus élevé que l'émetteur n'honore pas ses obligations. La valeur du placement peut baisser si la note de crédit de l'émetteur se dégrade.
- Les investissements du Compartiment peuvent être soumis à des risques de durabilité. Les risques de durabilité auxquels le Compartiment peut être soumis sont susceptibles d'avoir un impact limité sur la valeur de ses investissements sur le moyen à long terme dans la mesure où l'approche ESG du Compartiment joue un effet d'atténuation. La performance du Compartiment peut être affectée positivement ou négativement par sa stratégie en matière de durabilité. La capacité à atteindre les objectifs sociaux ou environnementaux peut être affectée par des données incomplètes ou inexactes provenant de fournisseurs tiers. Des informations sur la manière dont les objectifs sociaux et environnementaux sont atteints et dont les risques de durabilité sont gérés au sein de ce Compartiment sont disponibles sur le site vontobel.com/sfdr.

Remarques juridiques importantes

Ce document commercial a été produit par une ou plusieurs sociétés du Groupe Vontobel (collectivement «Vontobel») pour des clients institutionnels dans le(s) pay(s) suivant(s): AT, CH, DE, DK, ES, FI, FR, GB, IE, IT, LI, LU, NL, NO, PT, SE. Le présent document ne constitue pas une offre, une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente de parts du fonds Vontobel/des actions du fonds ou de tout autre instrument d'investissement en vue d'effectuer toute transaction ou de conclure tout acte juridique de quelque nature que ce soit, mais sert uniquement à des fins d'information. Les souscriptions aux parts de ce fonds de placement ne devraient être effectuées que sur la base du prospectus de vente («prospectus de vente»), des documents d'informations clés (DIC), de ses statuts corporatifs et du dernier rapport annuel et semestriel du fonds, ainsi que sur l'avis d'un spécialiste indépendant en finances, droit, comptabilité et impôts. Ce document s'adresse uniquement à des «contreparties éligibles» ou à des «clients professionnels» tels que définis dans la directive 2014/65/CE (Directive concernant les

marchés d'instruments financiers, «MiFID») ou par des réglementations similaires dans d'autres juridictions, ou à des clients professionnels tels que définis dans la loi fédérale suisse sur les placements collectifs de capitaux (LPCC). Le fonds, la Société de gestion et le Gestionnaire d'investissement ne formulent aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, quant à l'équité, la justesse, l'exactitude, le caractère raisonnable ou complet d'une évaluation de la recherche ESG et la bonne exécution de la stratégie ESG. Comme les investisseurs peuvent avoir des points de vue différents sur ce qui constitue un investissement durable, le fonds peut investir dans des émetteurs qui ne reflètent pas les convictions et les valeurs d'un investisseur spécifique. ESG investing and criteria employed may be subjective in nature. The considerations assessed as part of ESG processes may vary across types of investments and issuers and not every factor may be identified or considered for all investments. Information used to evaluate ESG components may vary across providers and issuers as ESG is not a uniformly defined characteristic. ESG investing

may forego market opportunities available to strategies which do not utilize such criteria. There is no guarantee the criteria and techniques employed will be successful. Remarque: sauf indication contraire dans la documentation du fonds ou dans l'objectif d'investissement du fonds, les informations contenues dans le présent document n'impliquent pas que le fonds a un objectif d'investissement aligné sur les critères ESG, mais décrivent plutôt comment les critères et facteurs ESG sont pris en compte dans le cadre du processus d'investissement global.

La performance historique ne saurait préjuger des résultats actuels ou futurs.

Les performances ne prennent pas en compte les commissions et les frais prélevés lors de l'émission ou du rachat des parts. Le rendement du fonds peut augmenter ou diminuer, par exemple en fonction des fluctuations monétaires. La valeur des devises d'investissement peut augmenter ou diminuer et il n'y a aucune garantie de remboursement de l'intégralité ou d'une partie du capital investi.

Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès des points de vente agréés et au siège du fonds: 49 Avenue J.F. Kennedy, L-1855 **Luxembourg**, auprès de Erste Bank der oesterreichischen Sparkassen AG, Am Belvedere 1, A-1100 Vienne, en tant qu'agent de service en **Autriche**, le représentant en **Suisse**: Vontobel Fonds Services AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, en tant qu'agent payeur en Suisse: Bank Vontobel AG, Gotthardstrasse 43, 8022 Zurich, auprès de PwC Tax and Advisory, Société coopérative - GFD, 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Email : lu_pwc.gfd.facsvs@pwc.com, gfdplatform.pwc.lu/facilities-agent/ en tant qu'agent européen de services et facilités en **Allemagne**, auprès de LLB Fund Service AG, Äulestrasse 80, 9490 Vaduz, en tant qu'agent d'information au **Liechtenstein**. Vous trouverez de plus amples informations sur le fonds dans les derniers prospectus, les rapports annuels et semestriels ainsi que les Document d'Information Clé pour l'Investisseur (DIC). Vous pouvez aussi télécharger ces documents sur notre site Internet à l'adresse vontobel.com/am. Vous trouverez un résumé des droits des investisseurs (y compris des informations sur les mécanismes de recours collectif en cas de litiges conformément à la directive européenne 2020/1828) en anglais via le lien suivant: vontobel.com/vamsa-investor-information. Vontobel peut décider de mettre fin aux dispositions prises pour la commercialisation de ses organismes de placement collectif conformément à l'article 93 bis de la directive 2009/65/CE.

Danemark: Les DIC sont disponibles en danois. **Finlande:** Les DIC sont disponibles en finnois. Les DIC sont disponibles en français. Le fonds est autorisé à la commercialisation en **France**. Pour plus d'informations sur le fonds, nous vous prions de vous référer au Document d'Information Clé (DIC). **Irlande:** Il relève de la responsabilité de toute personne en possession du présent document et de tout support connexe de s'informer et de respecter toutes les lois et réglementations en vigueur dans les pays desquels elle est ressortissante, dans lesquels elle réside, dans lesquels elle a sa résidence habituelle ou dans lesquels elle est domiciliée. En cas de doute concernant le contenu du présent document, vous êtes invité à consulter vos conseillers juridiques, financiers et/ou fiscaux. Ce Fonds n'est commercialisé qu'auprès d'investisseurs professionnels en Irlande et non auprès d'investisseurs particuliers. Ni le Fonds ni l'investissement n'ont été autorisés par la Banque centrale d'Irlande. Si un investisseur potentiel n'est pas intéressé par un investissement, le présent document doit être retourné sans délai. Le présent document ne constitue pas et n'est pas réputé constituer une invitation au public irlandais à souscrire des actions du Fonds. Aucune personne se voyant remettre une copie du présent document ne peut la considérer comme constituant une invitation à souscrire des actions du Fonds ou une sollicitation adressée à toute personne autre que le destinataire. L'offre de souscription d'actions du Fonds ne doit pas être faite par une personne en Irlande autrement qu'en conformité avec les dispositions de la Directive relative aux marchés d'instruments financiers 2014/65/CE (dite «MiFID») et en vertu des codes, lignes directrices ou exigences imposés par la Banque centrale d'Irlande à cet égard. **Italie:** Pour de plus amples informations en Italie consultez le Modulo di Sottoscrizione: Vontobel Asset Management S.A., Milan Branch, Piazza degli Affari, 2, 20123 Milano, téléphone: 02 6367 3444, e-mail: clientrelation.it@vontobel.com. **Pays-Bas:** Le fonds et ses sous-fonds sont

inscrits au registre de l'Autorité de surveillance des marchés financiers des Pays-Bas, conformément à l'article 1:107 de la loi hollandaise de supervision des marchés financiers («Wet op het financiële toezicht»). **Norvège:** Les DIC sont disponibles en norvégien. Veuillez noter que certains sous-fonds sont exclusivement réservés aux investisseurs qualifiés au **Portugal** et en Andorre.

En **Espagne**, les fonds autorisés à la distribution publique sont enregistrés auprès de la CNMV espagnole sous le numéro 280 dans le Registre des sociétés d'investissement collectif étrangères. Vous pouvez obtenir la version espagnole des DIC auprès de Vontobel Asset Management S.A., Sucursal en España, Paseo de la Castellana, 91, Planta 5, 28046 Madrid.

Suède: Les DIC sont disponibles en suédois. Les fonds autorisés à la distribution publique au **Royaume-Uni** et inscrits dans le régime "Temporary Marketing Permissions Regime" (TMPR) britannique sont enregistrés auprès de la FCA sous le numéro de référence 466625. Le fonds est autorisé en tant qu'OPCVM (ou est un sous-fonds d'un OPCVM) dans un pays de l'Espace économique européen (EEE), et le fonds devrait rester autorisé en tant qu'OPCVM tant qu'il est sous le TMPR. Cette information a été approuvée par Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres, dont le siège social est 20 Fenchurch Street, London EC3M 3BY et est autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et soumis à la réglementation limitée de la Financial Conduct Authority (FCA). Des détails sur l'étendue de la réglementation de la FCA sont disponibles, sur demande, auprès de Vontobel Asset Management S.A., succursale de Londres. Vous pouvez obtenir la version anglaise des KIID auprès de Vontobel Asset Management S.A., London Branch, 20 Fenchurch Street, London EC3M 3BY ou la télécharger sur notre site Internet vontobel.com/am.

Ce document n'est pas le résultat d'une analyse financière. Il n'est donc pas soumis aux «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers. Il est possible que Vontobel et/ou son conseil d'administration, ses cadres et ses collaborateurs détiennent ou aient détenu des intérêts ou des positions dans les titres mentionnés, ou aient négocié ou agi en qualité de courtiers pour ces titres. En outre, ces entités ou personnes ont pu réaliser des transactions pour des clients dans ces instruments ou fournir ou avoir fourni des services financiers d'entreprise ou autres services aux sociétés concernées.

Tout indice référencé ici est la propriété intellectuelle (y compris les marques déposées) du fournisseur de licence concerné. Tout produit basé sur un indice n'est en aucun cas parrainé, approuvé, vendu ou promu par le concédant de licence concerné et celui-ci n'a aucune responsabilité à cet égard. Pour plus de détails, veuillez consulter le site am.vontobel.com/terms-of-licenses.

Bien que Vontobel soit d'avis que les informations figurant dans le présent document s'appuient sur des sources fiables, Vontobel décline toute responsabilité quant à la qualité, l'exactitude, l'actualité et l'exhaustivité desdites informations. Sauf autorisation émanant des lois de droits d'auteur, aucune de ces informations ne pourra être reproduite, adaptée, téléchargée pour une tierce partie, reliée, mise en exergue, publiée, distribuée ou transmise sous quelque forme que ce soit par quelque processus que ce soit sans le consentement écrit spécifique de Vontobel. Dans toute la mesure permise par la législation applicable, Vontobel décline toute responsabilité résultant de toute perte ou de tout dommage que vous encourez occasionné(e) par l'utilisation ou l'accès aux présentes informations, ou de son incapacité à fournir les présentes informations. Notre responsabilité pour négligence, violation contractuelle ou contravention à la loi résultant de notre incapacité à fournir les présentes informations dans leur intégralité ou en partie, ou pour tout problème posé par ces informations, qui ne peut être licitement exclu, se limite à la retransmission des présentes informations en intégralité ou en partie ou au paiement pour assurer cette retransmission, à notre gré et dans la mesure autorisée par la loi en vigueur. Aucun exemplaire du présent document ni aucune copie de celui-ci ne peuvent être distribués dans toute juridiction où sa distribution est limitée par la loi. Les personnes recevant le présent document doivent être conscientes de ces restrictions et les accepter. Ce document en particulier ne doit être ni distribué ni remis à des personnes américaines ni être distribué aux Etats-Unis.

Vontobel Asset Management AG
Gotthardstrasse 43, 8022 Zürich
Switzerland
T +41 58 283 71 11
info@vontobel.com | vontobel.com/am